

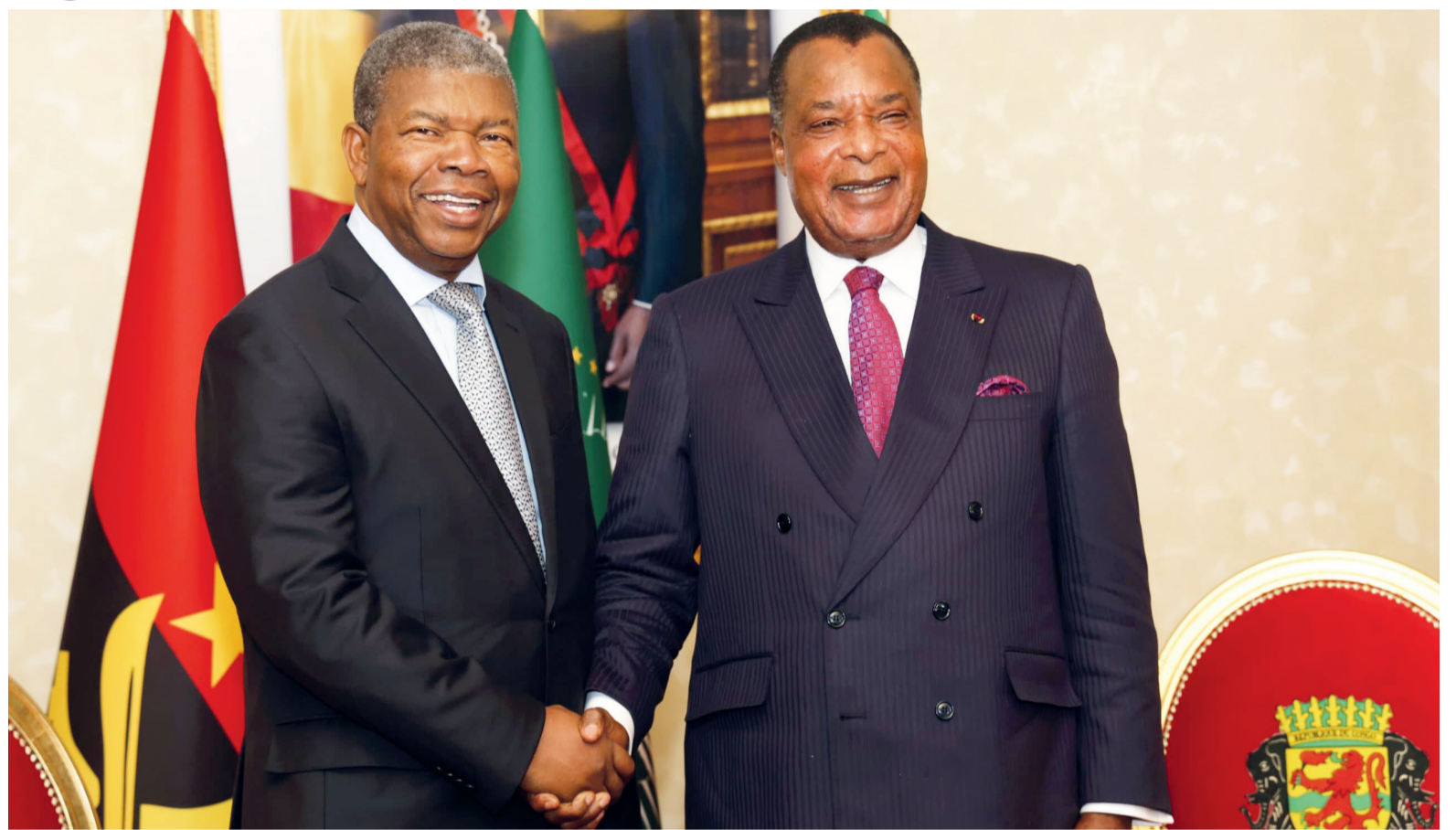


CRISE RDC-RWANDA

Denis Sassou N'Guesso et Joao Lourenço appellent au dialogue

Les présidents congolais et angolais ont échangé le 11 janvier à Brazzaville sur les questions d'intérêt commun et la crise qui prévaut à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Dans un communiqué, Denis Sassou N'Guesso et Joao Lourenço ont exprimé leur profonde préoccupation devant « la poursuite des combats à l'Est de la RDC, malgré le cessez-le-feu signé le 4 août 2024 et la dynamique des rencontres entre les délégations de la RDC et du Rwanda ». Ils ont appelé les parties à « maintenir et renforcer les initiatives favorables au dialogue et à faciliter et soutenir les efforts de la médiation ».

Page 16



Les présidents Denis Sassou N'Guesso et Joao Lourenço, au Palais du peuple / Adiac

HYDROCARBURES

Trident reprend les actifs de Chevron

La compagnie pétrolière Chevron a cédé officiellement ses actifs à la société Trident Energy, au cours d'une cérémonie organisée dans la capitale congolaise en présence du ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua.

« Nous avons des champs en Guinée équatoriale et au Brésil. Le Congo sera notre 3e assiette internationale. C'est une étape importante dans l'évolution de notre société », a déclaré le directeur général de Trident Energy, Didier Mutti.

Page 5

FRANCE-TCHAD

Une deuxième base militaire rétrocédée à N'Djamena



Des officiers supérieurs des forces armées françaises et tchadiennes saluent les drapeaux des deux pays lors de la cérémonie marquant le départ des soldats français de la base militaire d'Abéché/DR

La France a procédé le 11 janvier à la rétrocession aux autorités du Tchad d'une deuxième base militaire située à l'Est du pays. « Aujourd'hui marque la rétrocession de la base d'Abéché », a indiqué le ministre tchadien des Armées, Issaka Malloua Djamouss, lors de la remise officielle

Page 12

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Alain Pascal Leyinda a pris ses fonctions

Député de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale, Alain Pascal Leyinda a été installé le 10 janvier au poste de deuxième secrétaire de l'Assemblée nationale par le secrétaire général adjoint de la chambre basse du Parlement, Franck Siolo. Il succède au député du parti La Chaîne, Joseph Kignoumbi Kia Mboungou qui a assumé cette fonction depuis une quinzaine d'années.

Page 3



Le Secrétaire Général Adjoint, Franck Siolo installant Alain Pascal Leyinda dans ses nouvelles fonctions/DR

Editorial

Circulaire sur circulaire

Page 2

ÉDITORIAL

Circulaire sur circulaire

On l'aura compris. L'administration congolaise en général et financière en particulier traverse une période de tension que l'on ne peut minimiser tant elle saute aux yeux. En l'espace de quelques mois, plus encore ces dernières semaines, de tous les grands corps de ce mastodonte sont sorties des correspondances distribuées aussitôt sur la place publique par le biais des réseaux sociaux.

L'économie et les finances, le budget et le portefeuille public, tout naturellement les impôts, les douanes et le trésor public ont montré que couve une crise de cadrage qui ne dit pas son nom. Les lettres ventilées dans le courant de l'année dernière, et au tout début de 2025, sont parties variablement de la Primature, des ministères dont les attributs sont dénommés plus haut ainsi que des instances sous-tutelle.

Entre injonctions, contre-injonctions et répliques, le besoin de prise en main devient indispensable. Que des circulaires, notes de service et autres mises au point inondent la Cité est certainement la preuve du service que l'écrit rend à toute administration qui se respecte. Mais que ces échanges s'affichent comme si œuvrant pour l'intérêt général les services publics et ceux qui les aiment étaient incapables de préserver la confidentialité de certaines de leurs délibérations laisse les observateurs dubitatifs.

Gageons que l'accalmie observée en fin de semaine dernière, quand des explications étayées ont été livrées aux parlementaires et aux médias par des voix autorisées, à savoir que le Compte unique du trésor, objet de la controverse, prendra son envol à petits pas mais sans plus aucune remise en cause, apportera du sens à cet engagement. Car dans l'application des réformes édictées par le gouvernement pour mieux gérer les recettes de l'Etat, le plus important est de savoir si les mécanismes de contrôle ne sont pas délibérément submergés par de savants subterfuges qui au final en débrident l'efficacité.

Les Dépêches de Brazzaville

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE OUESSO

Angèle Okoko Doukoro entend intensifier les actions sociales

Au cours d'un point de presse animé à Brazzaville, la députée de la deuxième circonscription électorale de Ouessou a retracé les initiatives qu'elle a réalisées, en connivence avec ses mandants avant d'annoncer les projets sociaux qui seront exécutés dans les prochains mois.

Angèle Okoko Doukoro mise sur la paix et le vivre ensemble dans le chef-lieu de la Sangha ainsi que dans toute la République. Elle a, en effet, fait un récapitulatif des différentes actions menées dans sa circonscription électorale depuis son arrivée à l'Assemblée nationale. « J'ai toujours été aux côtés de mes mandants, c'est même ce qui traduit le nombre d'activités inscrites dans notre feuille de route. Nous menons plusieurs actions à leur profit, tout récemment nous leur avons apporté un peu d'assistance, notamment des jouets pour enfants, des pagnes pour les mamans et des vivres pour les personnes âgées. Dernièrement durant le mois de mars, nous avons mobilisé plus de 700 femmes pour célébrer la Journée internationale de la femme, en collaboration avec la préfecture de la Sangha. De même, pendant la reprise des classes, nous avons apporté notre soutien en cette année scolaire 2024-2025, et installé des boxes Wifi au sein de tous les établissements », a expliqué Angèle Okoko Doukoro. La députée a poursuivi qu'il y



Angèle Okoko Doukoro/Adiac

a certains projets qui seront réalisés avec certains acteurs communautaires et quelques citoyens qui désirent entreprendre à Ouessou. Elle a, par ailleurs, profité de l'occasion

pour souhaiter les vœux les meilleurs à toutes les filles et tous les fils de la Sangha tout en leur demandant d'être entrepreneurs.

Rude Ngoma

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

ASSEMBLÉE NATIONALE

Alain Pascal Leyinda prend officiellement ses fonctions

Elu deuxième secrétaire du bureau de l'Assemblée nationale au cours de la session extraordinaire du 7 janvier dernier, Alain Pascal Leyinda a pris officiellement ses fonctions le 10 du même mois, au terme de la cérémonie de passation de consignes avec son prédécesseur, Joseph Kignoumbi Kia Mboundou.

Supervisée par le secrétaire général adjoint de l'Assemblée nationale, Franck Siolo, la cérémonie a été une occasion pour le deuxième secrétaire sortant de faire ses adieux avec le sentiment d'un travail inachevé en 15 ans d'exercice. « Je quitte ce cabinet avec un sentiment d'un devoir non achevé en ce qui concerne le démarrage des activités de la chaîne parlementaire. C'est ce dossier que je te transmets avec le ferme espoir que tu t'y attacheras pour rendre très rapidement opérationnel ce bel outil de travail qui contribuera, je n'en doute pas, au rayonnement de notre institution et à mieux la faire connaître auprès de nos compatriotes », a déclaré Joseph Kignoumbi Kia Mboundou, souhaitant une chaleureuse et sincère bienvenue à son successeur. Conscient des défis qui l'attendent, Alain Pascal Leyinda a assuré son prédécesseur qu'il ne va pas le laisser tran-



Franck Siolo installant Alain Pascal Leyinda dans ses nouvelles fonctions/DR

quille parce que 15 ans d'expérience, ce n'est pas quinze jours. « La mission qui est la nôtre aujourd'hui, c'est un nouveau challenge que nous allons poursuivre ensemble. Ce n'est pas votre personne qui compte, ce n'est pas la personne de Leyinda qui compte, c'est le Congo. La priorité, c'est le Congo, ce sont les institutions de la République, c'est l'Assemblée nationale. La mission du deuxième secrétaire, c'est une mission classique qui est connue de tout le monde : la communication, la presse et l'information », a rappelé le nouveau promu.

Député de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale dans la circonscription électorale unique de Mayoko, dans le département du Niari, Alain Pascal Leyinda siège à l'Assemblée nationale depuis 2012. Il a dirigé la commission Santé, affaires sociales, famille et genre lors de la quatorzième législature.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Processus de Luanda : l'appel de Brazzaville

Lors des échanges de vœux, le 6 janvier à Brazzaville, entre le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, et le corps diplomatique, la situation à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) est revenue au cœur des préoccupations du chef de l'Etat congolais. Ce n'est pas la première fois que le conflit qui secoue cette partie du territoire de notre voisin le plus immédiat du fait de la proximité de nos capitales respectives, Brazzaville et Kinshasa, fait réagir de l'autre côté de la rive droite du fleuve Congo.

Toutes les fois qu'elles se sont exprimées sur cette crise en cours depuis l'éclatement en 1996 de la rébellion de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, les plus hautes autorités de Brazzaville ont appelé à la concertation. Mandaté par l'Union africaine au moment où il en assumait la présidence tournante (2006-2007), le chef de l'Etat congolais avait assisté person-

nellement à la cérémonie de promulgation de la nouvelle constitution de la RDC en vigueur jusqu'à ce jour. Cette manifestation couronnait la fin d'une longue transition vers un régime civil rendant possible l'alternance démocratique à la tête de ce pays.

Si le président Denis Sassou N'Guesso a une nouvelle fois fait allusion à la RDC en ce début d'année, c'est parce que le climat n'est toujours pas à l'apaisement sur sa zone frontalière avec le Rwanda. Truffé de rebellions et autres groupes armés aux méthodes violentes, l'Est de la RDC mobilise toutes les attentions sans qu'une solution de sortie de crise ne soit trouvée. Dans ce cadre la médiation conduite par le président angolais mérite le soutien des autres dirigeants du continent. « Je salue les efforts du président Joao Manuel Gonçalves Lourenço, médiateur de l'Union africaine dans la crise qui sévit à l'Est de la République démocratique du Congo », déclarait le président de la République devant le

corps diplomatique.

Quand bien même le sommet tripartite prévu le 15 décembre dernier à Luanda, entre les présidents Joao Lourenço, Félix Tshisekedi et Paul Kagamé n'a pu se tenir (du fait de l'absence du chef de l'Etat rwandais), leur homologue du Congo-Brazzaville garde l'espoir de voir le dialogue reprendre au très haut niveau entre Kinshasa et Kigali : « J'ose espérer que les initiatives menées, qui ont déjà permis de créer les conditions de dialogue avec la République du Rwanda, conduiront à des entretiens directs avec les plus hautes autorités des deux pays », ajoutait Denis Sassou N'Guesso à la même occasion.

Dans ce dossier épineux de la crise entre la RDC et le Rwanda, l'optimisme affiché par Brazzaville en soutien à la médiation angolaise puise dans l'expérience accumulée par le président congolais. Et surtout de la disponibilité de Denis Sassou N'Guesso à promouvoir les relations

d'amitié et de coopération avec ses homologues, en particulier ceux directement concernés par la mise en œuvre du processus de Luanda. Établi en 2022 dans la capitale angolaise, après d'autres initiatives consacrées toutes au retour de la paix à l'est de la RDC, celui-ci se veut être une synthèse des recommandations les plus réalistes dans ce cadre.

La réalité du terrain ne semble cependant pas de nature à donner au processus de Luanda toutes les chances de succès. D'où la pertinence de l'appel lancé à Brazzaville par le président Denis Sassou N'Guesso, de le soutenir et, avec le médiateur, le président Joao Lourenço, d'amener leurs homologues, les présidents Félix Tshisekedi et Paul Kagamé à la table de négociation. Ils y ont intérêt pour le salut des populations meurtries, pour la paix, le renforcement de l'intégration de la sous-région, de l'Afrique et son développement.

Gankama N'Siah

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

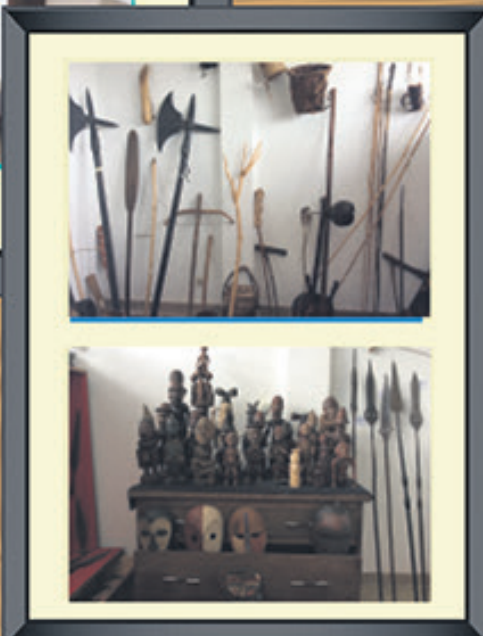
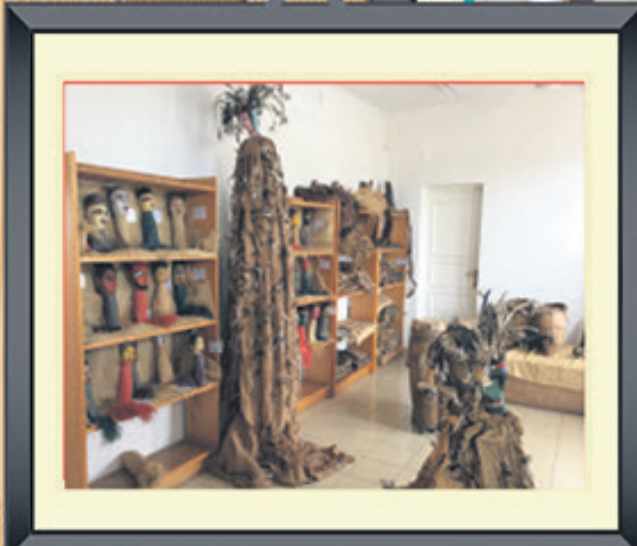
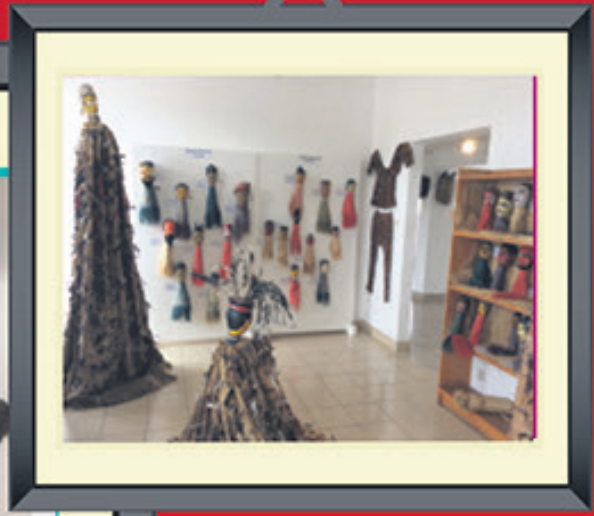
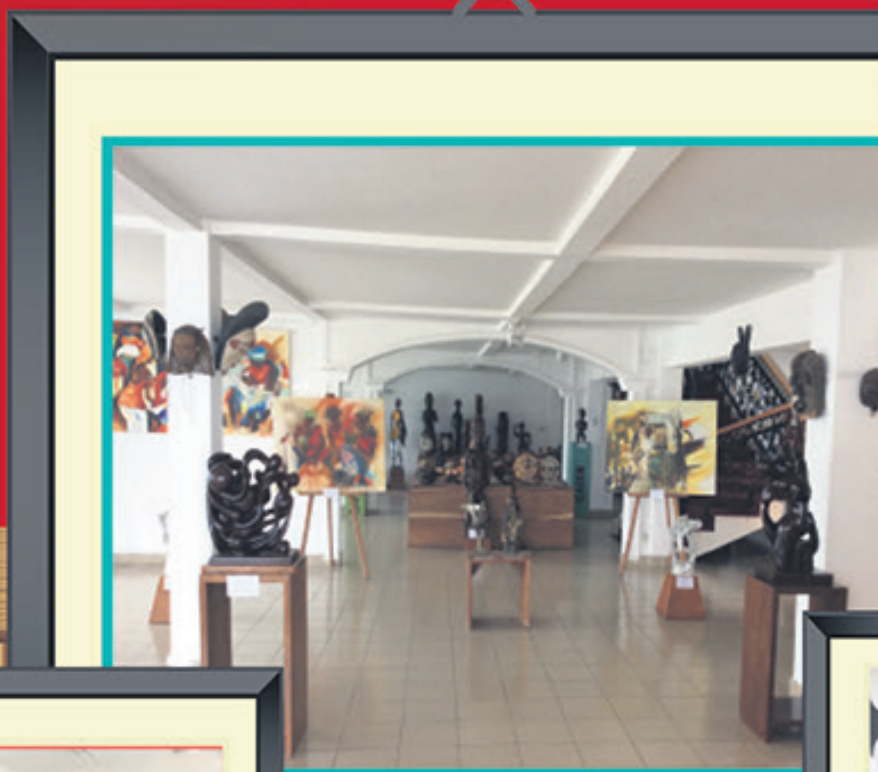
SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

SECTEUR PÉTROLIER

Trident Energy reprend les actifs de Chevron

La cession des actifs de la société pétrolière Chevron au profit du nouvel opérateur Trident Energy a été actée, le 10 janvier, à Brazzaville lors d'une cérémonie présidée par Bruno Jean Richard Itoua, ministre des Hydrocarbures.

À la suite de l'appel d'offres lancé il y a deux ans par Chevron sur le marché international, Trident Energy a été retenue pour reprendre la totalité du capital de cette société, y compris l'ensemble de ces intérêts participatifs dont les permis d'exploitation Nkossa, Nsoko II, Moho Bilondo et Lianzi. Dans le même optique, Total EP Congo, quant à elle, a décidé de céder à son tour au nouvel opérateur l'intégralité de sa participation dans les permis Nkossa et Nsoko II et de lui transférer l'opérateur desdits champs.

TotalEnergies a, par ailleurs, décidé d'acquiescer auprès du nouveau venu une participation de 10% dans le permis d'exploitation Moho Bilondo, la portant dans le champ à 63, 5%. « Nous avons des champs en Guinée équatoriale, au Brésil et le Congo sera notre 3e assiette internationale. C'est une étape très importante dans l'évolution de notre société. Ce pays a un potentiel très important et les assiettes qu'on reprend sont très intéressantes. Il y a encore beaucoup à faire », a déclaré le directeur général de



« ...C'est une étape très importante dans l'évolution de notre société. Ce pays a un potentiel très important et les assiettes qu'on reprend sont très intéressantes. Il y a encore beaucoup à faire »

Trident Energy, Didier Mutti. D'un point de vue structurel, le nouvel opérateur entend reprendre toutes les assiettes, le personnel de Chevron, ses contrats ainsi que ses employés. « En plus de

Chevron, on rachète aussi les parts de Nkossa et Nsoko de Total. On va être opérateur de ce champ mature qui demande encore à être développé. La production actuelle de ce qu'on ra-

chète est de plus de 15000 barils », a fait savoir Didier Mutti. Evoquant les raisons de leur départ de la terre congolaise, le directeur général adjoint de Chevron, Serge Nsiemo, a indiqué : « Notre

départ a été longuement expliqué auprès des autorités congolaises. Il s'agit simplement d'un repositionnement stratégique de notre portefeuille. Ce processus a démarré il y a deux ans de cela. Ce jour marque donc la fin dudit processus. Avec Trident Energy, nous allons continuer à travailler au cours de cette période de transition ».

Intervenant pour sa part, le ministre des Hydrocarbures a fait savoir : « Nous avons un sentiment contrasté car nous voyons partir un acteur important du secteur pétrolier tant au niveau national qu'international avec qui, durant trente ans, nous n'avons eu que d'excellentes relations ». S'adressant à la société Trident, Bruno Jean Richard Itoua a relevé que les champs pétroliers qu'elle récupère sont encore en pleine puissance. « Nous sommes impatients de débiter la collaboration », a-t-il conclu. En rappel, Trident Energy est une société pétrolière et gazière internationale axée sur l'acquisition, l'exploitation et l'optimisation d'actifs internationaux à mi-vie.

Lopelle Mboussa Gassia

HYDROCARBURES

Le gouvernement déterminé à optimiser la production nationale

La moyenne trimestrielle des prix du pétrole congolais au quatrième trimestre 2024 est fixée à 74, 418 dollars par baril. C'est ce qui ressort de la réunion des prix des hydrocarbures du dernier trimestre de l'année écoulée, tenue du 8 au 10 janvier à Brazzaville, sous la présidence du ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua.

Malgré la volatilité des prix du pétrole sur le marché international, le gouvernement congolais reste déterminé à optimiser la production nationale grâce à des projets majeurs tels que Congo LNG sur le permis Marine XII et le programme de valorisation du gaz de Banko Kayo. Le secteur gazier se positionne, selon le ministre des Hydrocarbures, comme un pilier essentiel pour garantir la sécurité énergétique et diversifier les sources de revenus nationales.

« Nous préparons actuellement les textes nécessaires pour le lancement, d'ici fin mars, des appels d'offres sur les permis libres. Cette initiative sera officialisée lors du Congo Energy et Investment forum, prévu les 25 et 26 mars à Brazzaville », a déclaré Bruno Jean Richard Itoua.

À propos du comportement des bruts congolais sur le marché international tout au long du quatrième trimestre 2024, ils se sont échangés avec des différentiels se situant entre -3, 500 et 5, 380 dollars par baril. Il s'agit de Djeno mélange -3, 500 et 1,800 dollars par baril; Nkossa blend 0,000 et -2,390 dollars par baril; Yombo 5, 380

et 2, 950 dollars par baril. Le butane et le propane n'étant pas commercialisés au dernier trimestre de l'année écoulée, les différentiels appliqués pour le calcul de leurs fiscaux sont respectivement de 0, 00 dollar par baril et de -0,273 dollar par baril, conformément à la méthode de fixation des prix des hydrocarbures

en vigueur en République du Congo.

S'agissant des perspectives du marché pétrolier au premier trimestre 2025, les événements suivants pourraient influencer le marché pétrolier: des effets des conflits en Europe de l'Ouest et au Moyen-Orient; de l'évolution de l'économie chinoise; du niveau des coûts de frets et des marges de raffinage puis le niveau de l'offre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et hors Opep.

L.M.G.

« Nous préparons actuellement les textes nécessaires pour le lancement, d'ici fin mars, des appels d'offres sur les permis libres. Cette initiative sera officialisée lors du Congo Energy et Investment forum, prévu les 25 et 26 mars à Brazzaville »

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DES INFRASTRUCTURES ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER (MATIER)
SERVICES DE CONSULTANT

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET No. : CG-CSPA-FD-003-SC-SFQC.

PROJET DE DRAINAGE PLUVIAL DE BRAZZAVILLE, PHASE 2 (CCG 1104 01 X)

MISSION D'APPUI A UNE GESTION PERFORMANTE ET DURABLE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT DE BRAZZAVILLE

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (l'AFD), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre de la mise en œuvre de la composante n°2 (sensibilisation, information, éducation et communication) du projet de drainage pluvial de Brazzaville, phase 2 (CCG 1104 01 X).

Les Services du Candidat auront pour objet de réaliser les activités de Sensibilisation, de Communication et d'Information pour le changement des comportements, dans le but de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations de Brazzaville, via l'amélioration du service d'assainissement des déchets solides et liquides ainsi que le changement de comportements des populations de la ville en matière d'hygiène et d'assainissement.

Le Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Entretien Routier (MATIER) invite les Candidats à manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus.

Cet Appel à Manifestation d'Intérêt s'adresse aux :

*ONG

*ONG et bureau(x) d'études en Groupement

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des «Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers», disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

– une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres, ou

– une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants.

Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire

les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé sur les critères suivants :

– Avoir exécuté ces 10 dernières années au moins deux prestations dans le secteur de l'assainissement liquide ou solide d'un montant supérieur à 01 million d'euros sur une période d'exécution de 3 à 4 ans et mobilisant une équipe composée d'experts internationaux et locaux ;

– Disposer d'une expertise technique avérée dans les domaines suivants :

• L'organisation d'une filière pérenne de gestion de l'assainissement solide et liquide ;

• La structuration et le développement du service de pré-collecte des déchets solides ;

• L'appui à la gouvernance et au cadrage politico-institutionnel sur les services urbains ;

• Campagnes Information Education Communication sur l'hygiène, assainissement liquide et solide (IEC) ;

• La gestion de projets.

– Disposer d'une expérience dans des pays francophone d'Afrique subsaharienne et

si possible en République du Congo,

Le MATIER dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Les Manifestations d'Intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en versions physique (un original et une copie) et numérique (conforme à l'original), pour le 04 février 2025 à 12h30 au plus tard, au 5ème étage, portes 506 et 509 de l'Immeuble du Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Entretien Routier, ex rond-point CCF Brazzaville-Congo.

Téléphone : +242 06 663 42 80 / 06 450 52 70

Courriel : alfredeleli@gmail.com / Lucien.AYEMBA@dggt-gouv.cg / memardclud@gmail.com

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus, du lundi au vendredi de 8:30 à 14:30, heure locale.

Le Délégué Général aux Grands Travaux,

Oscar OTOKA. -



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

SÉCURITÉ PRÉSIDENTIELLE

246 officiers et sous-officiers promus aux grades supérieurs

Nommés récemment au titre du premier trimestre 2025, des officiers supérieurs, subalternes et sous-officiers ont porté leurs galons, le 11 janvier au stade de la Concorde, à Kintélé, lors d'une cérémonie solennelle spéciale présidée par le directeur général de la sécurité présidentielle (DGSP), conseiller spécial du chef de l'Etat, Serge Oboa.

La nomination des éléments de la présidence de la république, tous relevant des structures opérationnelles, s'inscrit dans le cadre des avancements normaux du personnel de l'armée. Ils sont au total deux-cent quarante-six à avoir bénéficié de nouveaux grades, pour le compte du premier trimestre de l'année 2025. Il s'agit de vingt officiers supérieurs (de commandant à colonel) ; cinquante-quatre officiers subalternes (de lieutenant à capitaine) et de cent soixante-douze sous-officiers (grades allant de major à sergent).

Satisfait du travail abattu par le haut commandement militaire au titre des trois premiers mois, le directeur général de la sécurité présidentielle estime que l'obtention des grades est une nécessité pour chaque



Le DGSP faisant porter l'insigne de galon à un des éléments promu/Adiac

soldat, mais le défi majeur pour la DGSP consiste à garantir au chef de l'Etat et aux institutions de la nation

une sécurité infaillible. « 2025 est pour nous une année charnière, parce que nous avons le devoir et

l'obligation de protéger le président de la République et les institutions de la nation. Nous vous appelons

donc à vous identifier dans le travail afin de relever avec plus d'optimisme les défis qui s'imposent à nous en termes de sécurité du chef de l'Etat. Toutefois, je vous enjoins de bannir les comportements déviants tels que le viol, le braquage et le banditisme car quiconque qui se hasardera sera sévèrement frappé sans complaisance, conformément à la discipline militaire », a promis le DGSP, Serge Oboa.

Aux soldats n'ayant pas été retenus au tableau d'honneur, le conseiller spécial du président de la République les a encouragés à travailler durement afin d'espérer bénéficier de la confiance de la hiérarchie au deuxième trimestre, assurant que « le commandement ne laissera personne de côté ».

Firmin Oyé

PARC NATIONAL DE NTOKOU-PIKOUNDA

Le CAD s'inquiète du sort de la population riveraine

Le directeur exécutif du Centre d'actions pour le développement (CAD), Trésor Nzila, a animé le 11 juillet à Brazzaville une conférence de presse au cours de laquelle il a présenté les résultats d'une descente que sa structure a effectuée du 11 au 26 décembre 2024 au parc national de Ntokou. Au terme de ce voyage d'investigation, le CAD a exprimé plusieurs inquiétudes et ses vives préoccupations concernant la persistance des effets néfastes causés par l'activité de conservation sur les communautés riveraines.

Dans sa déclaration, le CAD a noté l'absence des mesures correctives crédibles garantissant les droits fondamentaux des communautés locales et autochtones vivant dans et autour du parc. Il a rappelé au gouvernement et à son partenaire, le World wide fund for nature (WWF), la nécessité de se conformer aux obligations qui leur incombent en vertu du droit national et international. Le CAD a estimé que douze ans après sa création, le parc national de Ntokou-Pikounda ne dispose pas d'un plan d'aménagement alors que celui-ci devrait être disponible et accessible à tous. « En l'absence d'un plan d'aménagement, les limites demeurent floues, les règles de gestion inconnues et les droits fondamentaux des communautés difficilement réalisables et menacés par l'incertitude. Cette situation, combinée

aux restrictions imposées par le parc, entretient des frustrations importantes au sein des communautés », a déclaré Trésor Nzila.

Ce dernier a déploré également l'absence d'une étude d'impact environnemental et social, une exigence légale selon lui qui signale aussi que, depuis 2018, les gestionnaires du parc ont émis des restrictions de navigation sur la rivière Bokiba.

A en croire le directeur exécutif du CAD, un père de famille, nommé Arsène, a perdu son garçon de 13 ans le 26 octobre dernier dans un campement de pêche trois jours après la dégradation de son état de santé. Il a été ainsi incapable de sortir rapidement du campement de pêche avec l'enfant pour l'emmener dans un centre de santé à cause de restrictions de navigations im-



Trésor Nzila lors du point de presse/Adiac

posées par les gestionnaires du parc.

Pour éviter ce qu'il qualifie de bavure, le CAD a invité le gouvernement et son partenaire WWF à publier, avant la fin de cette année, l'étude d'impact environnemental et social et de se doter dans la même période d'un plan d'aménagement de

qualité qui consacre la reconnaissance de terres et des ressources communautaires, un accès équitable aux ressources et l'instauration d'un modèle de gestion participative.

Le CAD a demandé aux bailleurs de fonds de conditionner leur aide au gouvernement congolais et à WWF par la pu-

blication d'un plan d'aménagement et de l'étude d'impact environnemental et social, et de faire en sorte que les communautés locales et autochtones aient à nouveau un accès immédiat et sans entrave sur la rivière Bokiba.

Notons que le parc national Ntokou-Pikounda est situé au Nord de la République du Congo, à cheval sur les départements de la Sangha et de la Cuvette. Sa superficie est d'environ 4272 km². Créé le 27 février 2021 à

Brazzaville, le CAD est une organisation non gouvernementale établie au Congo, sans but lucratif, indépendante de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute croyance religieuse. Il vise, entre autres, la promotion, la valorisation et l'appui du développement socioéconomique.

Rude Ngoma



Eni lance Yasika, le programme pour les innovateurs congolais

L'initiative vise à soutenir la croissance d'une nouvelle génération d'entrepreneurs pour contribuer au développement socio-économique du pays à travers l'innovation.

Pointe-Noire (République du Congo), 10 janvier 2025 - Joule, l'école d'entrepreneuriat de l'Eni, annonce le lancement de l'appel à innovateurs « Yasika | L'innovation prend racine au Congo », une initiative phare dédiée à la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation en République du Congo. Mis en œuvre en collaboration avec Cariplo Factory, un hub d'innovation, et Seedstars, une organisation soutenant les entrepreneurs à travers la technologie, ainsi que les ONG AVSI et BeEntrepreneurs, ce programme ambitieux vise à développer des solutions innovantes dans les domaines de la transition énergétique et de la décarbonisation, tout en formant une nouvelle génération d'entrepreneurs congolais.

L'appel « YASIKA » est structuré en deux programmes distincts, conçus pour répondre aux besoins spécifiques des entrepreneurs. Le premier est un programme de formation avancée destiné aux nouveaux entrepreneurs, aux étudiants et aux jeunes diplômés, afin de les aider à construire une vision entrepreneuriale solide en réalisant des projets innovants. Le second est un programme d'incubation destiné aux start-ups établies, offrant un soutien stratégique pour renforcer les projets ou les entreprises existants, améliorer leurs modèles d'entreprise et établir un plan de croissance ambitieux dans trois secteurs clés : Agritech, Climate Tech, énergie et économie verte.

Grâce à YASIKA, Eni Joule vise à catalyser l'innovation locale, un moteur essentiel pour la croissance socio-économique du pays. En offrant un soutien tangible aux chefs de projet eux-mêmes, cette initiative vise à relever les défis énergétiques et environnementaux contemporains, en promouvant des solutions durables et efficaces pour la région.

Les candidats ont jusqu'au 19 janvier 2025 pour soumettre leur candidature via le lien suivant: <https://www.eni.com/joule/en-IT/media/2024/11/yasika-innovation-prends-racine-au-congo.html>. La date limite de l'appel a été prolongée pour permettre aux innovateurs et aux jeunes entreprises de participer au programme, étant donné le grand intérêt que l'initiative a suscité dans le pays : plus de 100 jeunes entreprises ont déjà posé leur candidature.

Eni Joule

Joule est l'école d'entrepreneuriat d'Eni, dédiée à la promotion de l'esprit entrepreneurial et au développement de startups innovantes dans les domaines de la transition énergétique et de la décarbonisation. Grâce à des programmes de formation et d'incubation ad hoc, Joule soutient les talents d'aujourd'hui dans la construction des solutions énergétiques de demain, répondant aux défis du développement durable.

Eni Congo

Eni opère en République du Congo depuis plus de 50 ans et est actuellement la seule entreprise impliquée dans le développement des vastes ressources gazières du pays à travers le projet Congo LNG et la fourniture de gaz à la centrale électrique du Congo, qui assure 70 % de la production d'électricité du pays.

Contact Presse :

Press Office: Tel. +39 0252031875 – +39 0659822030

Freephone number for shareholders (from Italy): 800 940 924

Freephone number for shareholders (from abroad): + 800 1122 3456

Switchboard: +39 0659 821

ufficio.stampa@eni.com

segreteria.societaria.azionisti@eni.com

investor.relations@eni.com

Website: www.eni.com

TRIBUNE LIBRE

Wang Yi à Brazzaville : Focac, relations bilatérales, énergie verte

Lors de ses récentes interviews avec les médias, le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, a abordé plusieurs sujets cruciaux concernant les relations bilatérales entre la Chine et le Congo, le rôle du Congo en tant que président du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac), ainsi que le soutien de la Chine à l'Afrique en matière d'énergie verte. Ces points méritent une attention particulière. Renforcement des relations bilatérales.

Wang Yi a souligné l'importance d'approfondir le partenariat stratégique global entre la Chine et le Congo. Les deux pays ont convenu de renforcer leur amitié indéfectible, en se tenant fermement aux côtés de l'autre sur des questions de souveraineté, de sécurité et de développement. Cette volonté de collaboration est essentielle pour naviguer dans un monde complexe et en constante évolution. En partageant leurs expériences en matière de gouvernance, les deux nations aspirent à tracer un chemin de développement qui soit en adéquation avec leurs réalités respectives. Ce type de coopération est non seulement bénéfique pour les deux pays, mais il envoie également un message fort sur l'importance de l'unité et de la solidarité dans le cadre des relations internationales.



Rôle du Congo au sein du Focac

En tant que co-président du Focac, le Congo a un rôle-clé à jouer dans la mise en œuvre des résultats du sommet de Beijing. Wang Yi a mis en avant les réalisations du forum au cours des vingt-cinq dernières années,

notamment la construction d'infrastructures essentielles en Afrique, qui ont contribué à créer plus d'un million d'emplois. Le ministre a également évoqué les projets de développement dans les domaines de l'alimentation, de l'eau et de l'éducation, qui ont un impact direct sur la vie des populations africaines. Le Focac est devenu un symbole de la coopération Sud-Sud et un modèle pour les relations internationales, et le Congo est bien placé pour continuer à promouvoir cette dynamique.

Soutien de la Chine à l'énergie verte en Afrique.

Un autre point crucial abordé par Wang Yi est le soutien de la Chine à l'Afrique en matière de développement durable et d'énergie verte. La Chine a déjà investi dans des projets d'énergie solaire en

Afrique, avec une capacité installée de plus de 1,5 GW, ce qui a permis d'éclairer des milliers de foyers en Afrique. Wang Yi a souligné l'importance de la coopération dans la lutte contre le changement climatique, en appelant à une responsabilité partagée mais différenciée entre les pays développés et en développement. Ce soutien à l'énergie verte est essentiel pour aider l'Afrique à réaliser ses objectifs de développement durable tout en luttant contre les effets du changement climatique.

Les déclarations de Wang Yi mettent en lumière l'engagement de la Chine envers le Congo et l'Afrique dans son ensemble. Ces initiatives montrent également que la coopération internationale peut être un moteur de développement et de progrès pour tous.

Zang Shanhu

ICI



et dans **18** pays



LCB BANK

devient

BANK OF AFRICA - CONGO

BANK OF AFRICA - CONGO est membre d'un réseau bancaire présent en Afrique, en Asie et en Europe.





AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

ADIAC TV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un **CLIC**



Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ
LE QR CODE



ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso

Brazzaville - République du Congo

(+ 242) 05 532 01 09

info@lesdepechesdebrazzaville.fr

NATIONS UNIES

L'Assemblée générale adopte un programme en faveur des pays en développement sans littoral

L'Assemblée générale a clôturé la partie principale de sa 79e session, en approuvant un budget de 3,72 milliards de dollars pour les Nations unies pour 2025 et adoptant un nouveau programme pour soutenir les pays en développement sans littoral.

Le budget ordinaire approuvé pour 2025, d'un montant de 3,72 milliards de dollars, représente une augmentation d'environ un million de dollars par rapport à la proposition faite en octobre par le secrétaire général, António Guterres. Il comprend également des ajustements techniques suite à l'adoption d'autres résolutions et décisions par les organes intergouvernementaux de l'Organisation des Nations unies (ONU) depuis la présentation du projet de budget. Le montant total des crédits budgétaires pour 2025 s'élève à 3 717 379 600 dollars. Le budget ordinaire finance les programmes de l'ONU dans des domaines clés, notamment les affaires politiques, la justice et le droit international, la coopération régionale pour le développement, les droits de l'homme et les affaires humanitaires, ainsi que l'information publique. En outre, l'ONU dispose d'un budget distinct pour les opérations de maintien de la paix, dont le cycle fiscal



Le siège de L'Assemblée générale l'Assemblée générale

s'étend du 1er juillet au 30 juin, tandis que le cycle du budget ordinaire s'aligne sur l'année civile.

Programme d'action pour les pays en développement sans littoral

Dans une action distincte, l'Assemblée générale a adopté le programme d'action en faveur des pays en développement sans

littoral (PEDSL) pour la décennie 2024-2034, qui vise à relever les défis particuliers auxquels sont confrontées les nations qui n'ont pas d'accès direct à la haute mer. Les PEDSL sont confrontés à des obstacles considérables en matière de commerce et de développement, car ils dépendent des pays de transit, ce qui entraîne des

coûts commerciaux plus élevés, des retards et une compétitivité réduite sur les marchés mondiaux. Le programme d'action définit cinq priorités : promouvoir une croissance économique durable grâce à l'innovation et à la transformation structurelle, renforcer l'intégration commerciale régionale, améliorer la connectivité

des transports, renforcer la résilience climatique et garantir des stratégies de mise en œuvre efficaces. Le nouveau cadre s'appuie sur le programme d'action de Vienne et le programme d'action d'Almaty, qui ont jeté les bases de la lutte contre les obstacles persistants auxquels sont confrontés les PEDSL.

Noël Ndong

AFRIQUE

Les enjeux de la dette souveraine en 2025

En 2025, plus de vingt pays africains dépenseront plus pour le service de la dette que pour les soins de santé ou l'éducation. La situation est d'autant plus complexe que les taux d'intérêt ne devraient pas baisser fortement.

En 2025, plus de la moitié du remboursement total de la dette ira à des créanciers privés. Cela s'explique en grande partie par le coût du capital. Les pays africains paient plus cher pour emprunter que leurs homologues plus riches. La restructuration de la dette est également très lente. L'Éthiopie, le Ghana et la Zambie doivent encore conclure des accords d'allègement avec leurs créanciers. Le directeur exécutif de One Campaign Da-

vid McNair, évoque l'influence croissante des prêteurs privés, le rôle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale dans la réduction du coût des emprunts et la présidence sud-africaine du G20, qui pourrait être l'occasion de s'attaquer à la crise de la dette.

Le marché du ciment progresse

Le marché africain du ciment devrait passer de 35 milliards

de dollars en 2024 à 42 milliards de dollars en 2030. Soit un taux de croissance annuel de 4,7 %. L'un des moteurs de cette croissance est la fuite des cimentiers chinois face à la contraction du marché national. C'est le cas de Huaxin, présent dans sept pays africains, ce qui en fait le deuxième cimentier d'Afrique après Dangote.

Augmentation de capacité du Canal de Suez

Le canal de Suez, la voie d'eau vitale qui raccourcit le trajet maritime entre l'Asie et l'Europe, s'est agrandi de 10 kilomètres. Une extension permet d'accepter davantage de trafic - six à huit navires supplémentaires par jour. Toutefois, la situation du canal n'a pas beaucoup évolué depuis la fin de l'année 2023, les attaques des Houthis ayant perturbé la navigation en mer Rouge.

N.Nd.

RETRAIT FRANÇAIS DU TCHAD

Une deuxième base militaire rétrocédée à N'Djamena

La France a rétrocédé au Tchad une deuxième base militaire au cours d'une cérémonie, le 11 janvier à Abéché, dans l'Est du pays, dans le cadre de la rupture des accords militaires fin novembre entre les deux pays.

La France poursuit le retrait de ses troupes avec la rétrocession de la base militaire d'Abéché aux forces tchadiennes. Les autorités ont effectué le déplacement pour la ville en vue d'une cérémonie officielle qui a lieu le 11 janvier. Cette étape marque le clou de la procédure de départ de l'armée française du pays. «Aujourd'hui, 11 janvier 2025, marque la rétrocession de la base d'Abéché», a déclaré le ministre des Armées tchadien, Issaka Malloua Djamouss, lors de la remise officielle des clés de la base aérienne. Une phase «importante (...) menant au désengagement définitif et total de cette armée de notre pays», a-t-il ajouté.

Quatre-vingt-dix militaires sur les cent vingt que comptait l'emprise ont décollé vers N'Djamena et un premier convoi de matériel avait pris la route du port de Douala, au Cameroun, dès le 10 janvier au soir. Ils assistaient l'armée tchadienne dans des missions de sécurisation mais aussi des formations et des soins à la population. Le ministre des Armées tchadien a rappelé la date du 31 janvier qui «marquera le départ définitif des forces françaises». Une date «impérative», «irréversible» et «non négociable», a-t-il martelé. Depuis le 10 décembre 2024, les mouvements de troupe s'observent des différents camps qui abritaient de la logistique ou des factions de soldat venu de France.

Le Tchad, dernier point d'ancrage de la France au Sahel

Le Tchad était le dernier point d'ancrage de la France au Sahel, où elle a compté jusqu'à plus de 5 000 militaires dans le cadre de Barkhane, stoppée fin novembre 2022. La France avait prévu de réduire ses effectifs dans le cadre d'une reconfiguration de sa présence militaire sur le continent africain. Entre 2022 et 2023, quatre autres anciennes colonies françaises, le Niger, le Mali, la Centrafrique et le Burkina Faso, ont enjoint Paris à retirer son armée de leurs territoires, où elle était historiquement implantée, et se sont rapprochées de Moscou. Selon le président tchadien, Mahamat Idriss Déby Itno, au pouvoir depuis 2021, ces accords étaient «complètement obsolètes», face «aux réalités politiques et géostratégiques de notre temps». Abéché, une ville de l'Est du Tchad, qui constitue un carrefour entre le Nord et le Sud du Tchad, aurait été meurtrie par plusieurs massacres pendant la colonisation française. Les habitants de la localité n'ont jamais porté en estime les militaires de l'ancienne puissance coloniale dans leur région, comme le rapporte Radio France internationale. Le départ des troupes d'Abéché aurait été ardemment salué par la population.

Noël Ndong

29^e ÉDITION DU FESTIVAL PANAFRICAIN

235 films retenus pour la compétition

Les organisateurs de la 29^e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) ont annoncé, le 10 janvier, avoir retenu 235 films toutes catégories confondues pour la suite de la compétition prévue du 22 février au 1^{er} mars 2025.

Le délégué général du FESPACO, Moussa Alex Sawadogo, a expliqué lors d'une conférence de presse tenue à Ouagadougou que, les 235 films sélectionnés parmi 1.351 enregistrés sont répartis dans 13 sections et proviennent de 48 pays à travers le monde.

La 29^e édition du FESPACO, placée sous le thème «Cinéma d'Afrique et identités culturelles», met à l'honneur la République du Tchad en tant que pays invité.

Le FESPACO, créé en 1969, est l'un des plus grands festivals de cinéma en Afrique. Organisé tous les deux ans, l'événement attire des milliers de festivaliers venant du monde entier pour célébrer le cinéma africain.

La Chine est prête à promouvoir avec l'Afrique une gouvernance mondiale du climat

La Chine est prête à travailler avec l'Afrique pour promouvoir une gouvernance mondiale du climat, soutenir les principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées, et exhorter les pays développés à reconnaître leurs responsabilités historiques, à remplir leurs obligations et à apporter un soutien financier, technologique et en matière de renforcement des capacités aux nations en développement, en particulier celles d'Afrique, a déclaré le 10 janvier, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi.

M. Wang, également membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois (PCC), a fait ces remarques lors d'une interview accordée aux médias chinois à la suite de ses visites en Namibie, en République du Congo, au Tchad et au Nigeria.

L'Afrique est l'une des régions les plus sévèrement touchées par le changement climatique, confrontée à des défis fréquents tels que les sécheresses, les inondations et les pénuries alimentaires, a dit M. Wang, notant que la lutte contre le changement climatique et l'approfondissement de la coopération agricole étaient des priorités clés de la coopération sino-africaine pour promouvoir la modernisation.

Les deux parties sont convenues de mettre pleinement en œuvre des initiatives, telles que l'avancement conjoint de la modernisation écologique, l'Action de partenariat pour le développement vert et l'Action de partenariat pour le développement de l'agriculture au bénéfice de la population, qui ont été proposées par le président chinois Xi Jinping lors du Sommet du

Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) tenu à Beijing l'année dernière, a déclaré M. Wang.

Ces initiatives reflètent l'engagement de la Chine en tant que grand pays responsable et incarnent l'engagement commun de construire une communauté de destin Chine-Afrique de haut niveau, a-t-il fait remarquer.

La Chine a accordé la priorité à la préservation de l'environnement et au développement vert, en fournissant plus de 70 % des équipements éoliens et 80 % des composants photovoltaïques mondiaux, a dit M. Wang, ajoutant que les pratiques réussies de la Chine fournissaient des indications précieuses pour la transition vers l'énergie verte de l'Afrique.

Par exemple, la capacité installée des centrales photovoltaïques construites conjointement par la Chine et l'Afrique s'élève à plus de 1,5 gigawatt, a-t-il ajouté.

La Chine s'est engagée à travailler main dans la main avec ses partenaires africains pour faire avancer l'Action de partenariat pour le développement vert, mettre en œuvre les projets

d'énergie propre proposés lors du Sommet de Beijing du FCSA et promouvoir le programme «Ceinture solaire de l'Afrique», afin d'aider l'Afrique à s'engager sur la voie d'un développement vert et à faible émission de carbone, a déclaré M. Wang.

Dans le domaine de la coopération agricole, le ministre chinois des Affaires étrangères a souligné cinq domaines clés sur lesquels la Chine se concentrera, notamment la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, le renforcement des capacités, la facilitation des échanges et les réseaux de partenaires, afin d'accélérer la mise en œuvre des résultats du Sommet de Beijing du FCSA dans le domaine de l'agriculture.

Avec moins de 9 % des terres arables du monde, la Chine parvient à nourrir environ 20 % de la population mondiale, a déclaré M. Wang, ajoutant qu'il pensait que l'Afrique pouvait également parvenir à la sécurité alimentaire et veiller à ce que l'approvisionnement alimentaire du continent reste fermement entre les mains de ses propres habitants.

Le corps diplomatique félicite les progrès du Gabon sous la transition

Le corps diplomatique accrédité au Gabon a exprimé le 10 janvier les félicitations et le soutien de la communauté diplomatique pour les réformes majeures accomplies au Gabon durant l'année 2024.

Lors de la cérémonie de présentation des vœux au président gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema, le doyen du corps diplomatique et ambassadeur de la République démocratique du Congo (RDC) au Gabon, François Luambo Siongo, a apprécié dans son allocution les avancées et les réalisations au profit du peuple gabonais durant l'année 2024, en conformité avec la feuille de route et le Plan national de développement de la transition.

Dans son discours, François Luambo Siongo a souligné le succès du dialogue national

et l'adoption de la nouvelle Constitution à travers le référendum du 16 novembre 2024. Ces étapes sont cruciales pour le processus de transition et l'avenir politique, économique et social du pays, a-t-il ajouté.

«Grâce aux changements apportés au système électoral, la transparence et l'intégrité du processus démocratique se sont considérablement améliorées, facilitant ainsi la mise en place d'une gouvernance plus participative et efficace», a souligné l'ambassadeur.

Il a également salué les efforts diplomatiques du pré-

sident, qui ont permis la levée des sanctions imposées par la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et le rétablissement de la confiance des institutions financières internationales envers le Gabon.

Le corps diplomatique a réaffirmé son engagement à accompagner les autorités gabonaises dans leur mission de transition, ainsi que son soutien aux mesures prises par le président pour améliorer le climat social, favoriser le redressement économique et apaiser les tensions politiques.

Xinhua

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 2, 18^e journée

A Gueugnon, le FC Martigues s'incline à « domicile » face à Clermont (0-1). Remplaçant, Bevic Moussiti Oko est entré à la 70e minute alors qu'Alain Ipiélé est resté sur le banc.

Dans les rangs clermontois, Mons Bassouamina a été remplacé à la 77e minute. Aligné en pointe, il s'est créé la première occasion du match, mais sa frappe est passée loin du cadre (4e min).

Point de fixation, il est aussi à la finition à la 5e minute, mais son tir des six mètres est contré.

A la 8e minute, il met encore la défense martégale au supplice avec un appel en profondeur, un duel au physique et une bonne remise en retrait pour Douane, qui écrase trop sa frappe.

Encore dangereux à la 10e minute, sur un petit ballon de Keita, son centre en retrait, après avoir effacé le portier, est contré in extremis par Solvet.

Un dernier tir cadré stoppé



Tantôt pivot ou dans la profondeur, Mons Bassouamina a été utile dans son rôle d'avant-centre, mais n'a pas trouvé le chemin des filets/DR

par Marillat à la 72e minute pour sceller une prestation intéressante de l'attaquant congolais, à qui il n'aura manqué qu'un peu de réalisme à la finition.

Le Red Star prend un point à Laval (1-1). Titulaire, Fred Dembi a été remplacé à la 73e minute tandis que Josué Escartin est resté sur le banc. L'ancien Brestois n'a plus débuté depuis la défaite à Pau, le 22 novembre dernier. Depuis, le Red Star a enchaîné deux nuls et deux victoires en n'encaissant que deux buts...

Réduit à dix dès la 11e minute, Rodez l'emporte face à Troyes (2-1).

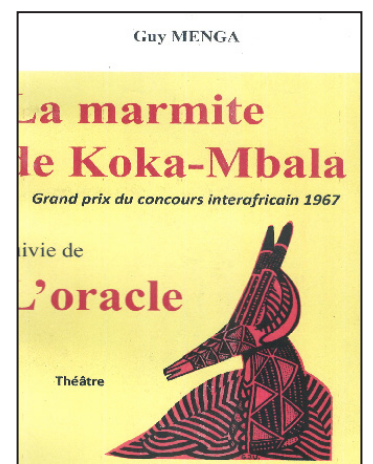
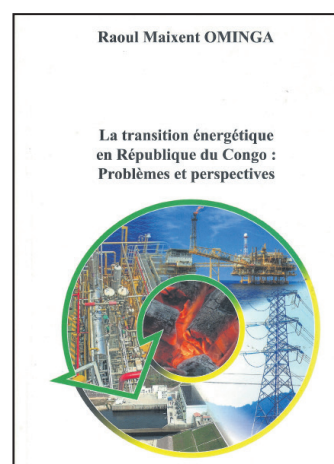
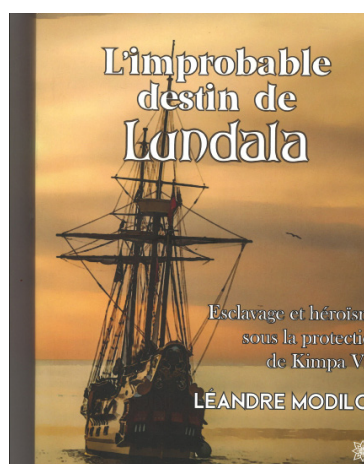
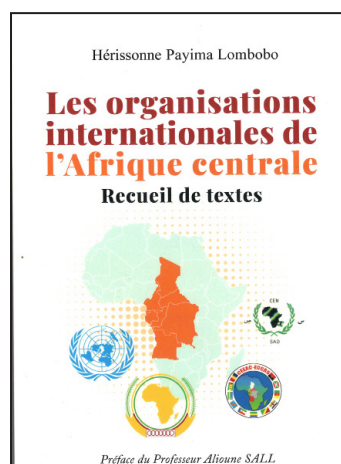
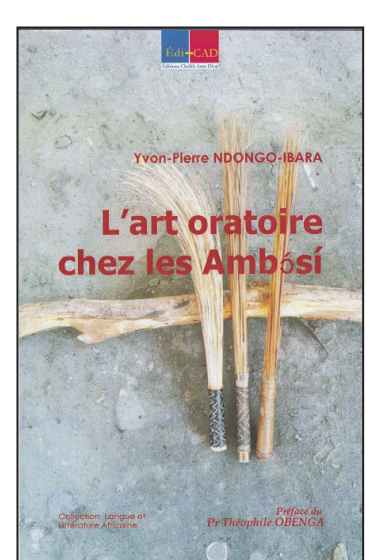
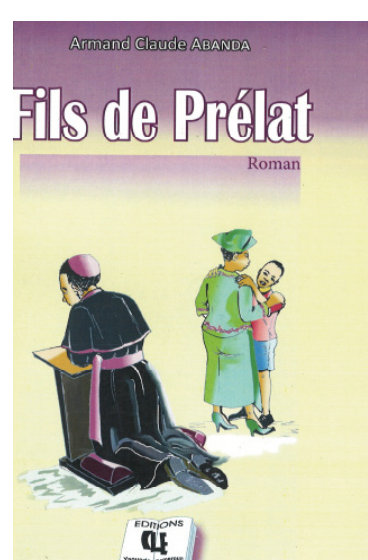
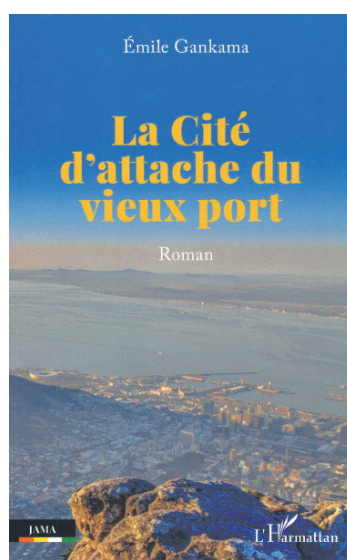
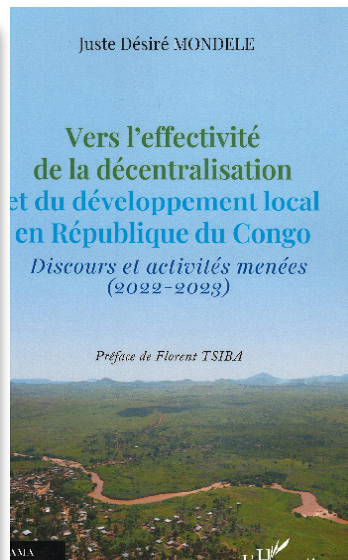
Déjà sur le grill à la 37e minute (passe manquée dans l'axe et intervention limite dans sa surface), Loni Laurent Quenabio accroche Saïd et provoque le penalty du 1-1 (49e min). Il a été averti sur l'action.

Suite de cette 18e journée ce samedi avec le derby corse entre Bastia (Mazikou) et Ajaccio (Ibayi et Ayessa) et le déplacement de Grenoble (Mbemba et Mouyokolo) à Caen.

Camille Delourme



EN VENTE





LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

*Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.*



Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

*Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)*



HUMEUR

Quand des « réveillons de prière » perdent leur contenu !

La nuit du 24 au 25 décembre dernier, de nombreuses assemblées religieuses ont été prises d'assaut par de jeunes gens accompagnés de leurs parents croyants pour célébrer la naissance du fils de Dieu, à savoir Jésus-Christ de Nazareth. Mais hélas ! Si réellement la moralisation et la conscientisation étaient à l'ordre du jour lors des prêches des responsables de ces assemblées, pourquoi le phénomène « Bébés noirs » ou « Kououlouna » persiste-t-il dans nos villes ?

A Brazzaville tout comme à Pointe-Noire, le constat est le suivant : la matinée du 25 décembre, les rues et avenues étaient bondées de monde qui sortait de partout, surtout des « réveillons de prière », arborant des insignes de telle ou telle communauté religieuse.

Il faut quand même noter qu'en dehors de ce « réveillon spécial » qui se passe chaque nuit du 24 au 25 décembre, les veillées de prière se déroulent toute l'année pour conforter le lien entre le Tout Puissant et les croyants. Malheureusement, leur comportement laisse à désirer. A quoi servent finalement ces réveillons de prière, surtout celui spécial de la nuit du 24 au 25 décembre ?

Encore que pour se rendre compte, il suffit d'interroger un échantillon pris au hasard sur la quintessence du message de leur guide spirituel. Tous vont balbutier et ne parleront que de l'animation musicale qui s'est déroulée toute la nuit avec un bruit dérangeant. En clair, cette perte de sommeil n'a servi à rien, puisque le soir même du 25 décembre, il faut les voir prendre d'assaut des débits de boissons pour s'engouffrer d'alcool et stupéfiants de toutes sortes. Ce qui les pousse à commettre des actes criminels et ignominieux. Alors où est passé l'enseignement religieux reçu lors du réveillon de prière ?

C'est un vrai Tonneau des Danaïdes qui n'a jamais eu de fond, l'eau qui entre par le haut sortant par le bas. Or, l'esprit saint que ces adolescents veulent « intérioriser » n'est pas un esprit de désordre mais de responsabilité. Si réellement la pensée divine s'introduisait dans l'imaginaire collectif de ces jeunes, le phénomène « bébés noirs » devrait s'estomper net.

Tout comme la famille et l'école, l'église a aussi du pain sur la planche. Elle n'arrive pas à créer des stratégies divines qui peuvent pousser ces adolescents qui affluent dans des paroisses à rejeter radicalement des actes criminogènes qu'ils posent dans des nuits ou en plein jour.

Si un vrai contenu socialisant et moralisant n'est pas donné au vocable « veillée de prière » ou « réveillon de prière », celui-ci se transformera dans un futur proche en une « occasion musicale sans contenu divin » car, ce sont des petits voyous qui fréquentent des églises pour aller danser tout simplement. Où est donc la parole de Dieu délivrée par le guide spirituel lors des veillées de prière ? Elle ne sert à rien pour bon nombre de ces adolescents voire même les trois quarts de ceux qui peuplent ces paroisses.

Suivez mon regard !

Faustin Akono

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Bounzeki Matondo Christian. Je désire désormais être appelé Boon Phaeil
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (03) mois .

On m'appelle Adama Damo. Je désire désormais être appelé Dango Issa Adama

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (03) mois.

TENNIS DE TABLE

Le club Avenir déplore les propos du président de la fédération à son encontre

Les dirigeants du club Avenir, prétendants aux différents postes de la Fédération congolaise de tennis de table, ont manifesté leur indignation à la suite des propos « inappropriés » prononcés lors d'un point de presse animé par le président de la fédération, Aimé Chistian Wonga.

Au cours d'un entretien avec la presse, les dirigeants du club Avenir, dont son secrétaire Nestor Tongo-Makita, ont apporté un éclairage à l'ensemble du public sportif congolais sur la crise post-électorale qui prévaut au sein de la FCTT. « Les membres du club avaient saisi la chambre de conciliation et d'arbitrage de sport pour la première fois à la suite de l'invalidation de leurs candidatures, la révocation du président de la commission électorale. Nous avons eu gain de cause sur les candidatures et la révocation de la commission », explique le document.

Nestor Tongo-Makita précise qu'à la reprise du processus électoral précédemment suspendu par le ministère des Sports, une nouvelle commission électorale avait été mise en place. Cependant,

concernant le corps électoral, les mêmes clubs fictifs créés en 2024 à des fins électorales étaient reconduits et validés en un week-end, dans la précipitation d'organiser l'assemblée générale électorale le lundi, « malgré le courrier adressé par le club Avenir à la Direction générale des Sports, visant à obtenir un report éventuel de l'élection. La citation à comparaître a été déposée le lundi en mati-

née pendant l'organisation de l'assemblée générale ordinaire de notre fédération dont les organisateurs ont ignoré l'injonction totalement en organisant l'assemblée générale électorale sans les membres du club Avenir et ont rendu publics partout les résultats de cette élection », déplore Nestor Tongo-Makita

Il a ajouté que lors de l'audience organisée à cet effet, la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport (Ccas n'a pas pu se prononcer sur le report d'une élection qui a déjà eu lieu. « Il nous appartenait alors de la saisir une fois de plus pour demander purement et simplement l'annulation de cette farce électorale », ajoute le secrétaire du club Avenir avant de préciser que leur confiance est faite à la Ccas afin qu'elle se prononce sur cette affaire.

Rude Ngoma



« Les membres du club avaient saisi la chambre de conciliation et d'arbitrage de sport pour la première fois à la suite de l'invalidation de leurs candidatures, la révocation du président de la commission électorale. Nous avons eu gain de cause sur les candidatures et la révocation de la commission »

IN MEMORIAM

13 Janvier 2009-13 janvier 2025, cela fait seize (16) ans qu'il a plu à Dieu d'arracher à notre affection, notre père monsieur Doudou Servais Mouala.

En cette date commémorative, nous implorons la divine miséricorde pour que son âme repose en paix et qu'à jamais brille sur lui l'Etoile d'une vie éternelle.

Il reste toujours présent dans nos cœurs. A tous ceux qui l'ont connu, nous demandons d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Les enfants Mouala.



CRISE RDC-RWANDA

Denis Sassou N'Guesso et Joao Lourenço appellent au dialogue

La visite de travail, les 11 et 12 janvier, du président angolais à Brazzaville a permis un large échange de vues avec son homologue congolais sur les intérêts communs et le conflit à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC).

Les présidents Denis Sassou N'Guesso et Joao Manuel Gonçalves Lourenço ont, dans un communiqué rendu public le 12 janvier à Brazzaville, exprimé leur profonde préoccupation devant « la poursuite des combats à l'Est de la RDC, malgré le cessez-le-feu signé le 4 août 2024 et la dynamique des rencontres entre les délégations de la RDC et du Rwanda ». Ils ont appelé les parties à « maintenir et renforcer les initiatives favorables au dialogue et de faciliter et soutenir les efforts de la médiation ».

Médiateur de l'Union africaine dans la crise qui sévit à l'Est de la RDC, à l'origine de tensions grandissantes avec le Rwanda, Joao Lourenço a édifié Denis Sassou N'Guesso sur l'évolution de sa mission et réitéré son engagement à promouvoir le « processus de Luanda », cadre approprié de discussions entre Kinshasa et Kigali. Devant la dégradation continue de la situation humanitaire sur le terrain, les



Les présidents Denis Sassou N'Guesso et Joao Lourenço, au Palais du peuple / Adiac

deux chefs d'Etat ont lancé « un appel à la communauté internationale pour une assistance plus accrue en faveur de réfugiés et déplacés internes en RDC », ajoute le communiqué.

Les deux dirigeants ont aussi évoqué la crise libyenne pour laquelle la médiation africaine est conduite par le président Denis Sassou N'Guesso, avant de mettre en perspective d'autres

grands rendez-vous de l'année en cours. Parmi ceux-ci « figure le renouvellement des exécutifs à l'Union Africaine, à la CEEAC et à la CIRG », précise la même source.

Denis Sassou N'Guesso et Joao Lourenço ont passé en revue les questions bilatérales et loué l'excellence des relations qui unissent le Congo et l'Angola.

Gankama N'Siah

Communiqué de presse relatif à la visite de travail de Son Excellence M. João Manuel Gonçalves Lourenço, président de la République d'Angola, Brazzaville, le 12 janvier 2025

1. Dans le cadre du raffermissement des relations d'amitié, de coopération et de fraternité qui unissent la République d'Angola et la République du Congo, son excellence M. João Manuel Gonçalves Lourenço, président d'Angola, a effectué une visite de travail les 11 et 12 janvier 2025, à Brazzaville.

2. Au cours de son séjour, son excellence M. João Manuel Gonçalves Lourenço a eu des entretiens en tête-à-tête avec son homologue, son excellence M. Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo.

3. Les deux chefs d'Etat ont procédé à un large échange de vues sur des questions d'intérêt.

4. Ils se sont réjouis de l'excellence des relations d'amitié, de fraternité et de coopération qui existent entre les deux pays.

5. Les deux chefs d'Etat ont salué les conclusions du 25e sommet de la CEEAC, tenu le 18 octobre 2024 à Malabo, en Guinée équatoriale.

6. Son excellence M. Denis Sassou N'Guesso a salué les efforts de son excellence M. João Manuel Gonçalves Lourenço dans la recherche de solution à la crise de l'Est de la RDC, à travers le processus de Luanda. Il a encouragé son homologue à poursuivre la dynamique du dialogue en cours, tout en lui renouvelant son soutien.

7. Son excellence M. João Manuel Gonçalves Lourenço a édifié le président Denis Sassou N'Guesso sur l'évolution de sa médiation et les initiatives à venir. Il a renouvelé son engagement à poursuivre sa mission dans le cadre du mandat de l'Union africaine.

8. Son excellence M. João Manuel Gonçalves Lourenço a encouragé son homologue, le président Denis Sassou N'Guesso, dans sa mission à la tête du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye.

9. Les deux présidents ont exprimé leur profonde préoccupation face à la poursuite des combats à l'Est de la RDC, malgré le cessez-le-feu signé le 4 août 2024 et la dynamique des rencontres entre les délégations de la RDC et du Rwanda.

10. Les deux chefs d'Etat ont exhorté les parties à maintenir et renforcer les initiatives favorables au dialogue et de faciliter et soutenir les efforts de la médiation.

11. Les présidents Denis Sassou N'Guesso et João Manuel Gonçalves Lourenço ont exprimé leur préoccupation sur la situation humanitaire et ont lancé un appel à la communauté internationale pour une assistance plus accrue en faveur de réfugiés et déplacés internes en République démocratique du Congo.

12. Les deux chefs d'Etat ont également échangé sur les grands rendez-vous de cette année 2025, notamment la perspective du renouvellement des exécutifs à l'Union africaine, à la CEEAC et à la CIRGL.

Fait à Brazzaville, le 12 janvier 2025

RÉFLEXION

Et Donald Trump s'imposa ...

Les jours, les semaines, les mois à venir préciseront les véritables desseins du nouveau président américain qui doit prendre ses fonctions ce 20 janvier, mais tout indique dès à présent qu'ils seront marqués par des événements importants ; en position majeure de laquelle pourraient figurer l'annexion du Groenland et du canal de Panama, mais aussi l'insertion du Canada dans la Fédération des Etats américains et la réorganisation de l'Alliance Atlantique. D'où cette évidence, qui s'impose dès à présent aux alliés comme aux adversaires de l'Oncle Sam, selon laquelle une nouvelle ère stratégique va très probablement débuter à l'échelle mondiale dont il est difficile de prévoir les effets directs et indirects.

L'observation attentive de l'actualité quotidienne, qui est au cœur de notre métier, confirme le fait qu'une nouvelle forme de « Guerre froide » entre les grandes puissances de la planète se prépare,

s'organise en sous-main. Et que, de ce fait, nous entrons dans une nouvelle période de l'Histoire dont il est difficile, pour ne pas dire impossible, de prévoir les effets à court, moyen ou long terme. Exactement comme cela s'est produit à la fin du siècle précédent lorsqu'au sortir de la Guerre froide, l'URSS, autrement dit l'Union soviétique, s'est effondrée sur elle-même provoquant de ce fait une réorganisation de la gouvernance mondiale dont nous vivons tous les effets.

Ce qui apparaît clairement dans le moment présent est le fait que les Etats-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde veulent tirer le plus grand profit de l'émergence des vastes populations de l'hémisphère Sud qui dominent de plus en plus clairement la communauté mondiale. Confrontées elles-mêmes à de fortes tensions sociales internes, les grandes puissances mettent tout en œuvre pour imposer leur loi et tirer profit du vaste mouvement planétaire qui marque le début de ce nouveau millénaire. D'où une

montée des tensions internationales qui ne peut que s'aggraver dans le proche avenir et qui conduit les grandes puissances à affirmer dès à présent clairement leur autorité.

Donald Trump ayant clairement pris la juste mesure de cette nouvelle équation stratégique, on peut être certain que dès son retour à la Maison Blanche, il mettra tout en œuvre, avec ses partenaires tels qu'Elon Musk, pour imposer la loi des Etats-Unis sur le plan international. Exactement comme l'avaient fait ses prédécesseurs tout au long du siècle précédent pour faire des Etats-Unis une puissance incontournable.

Affaire à suivre avec la plus grande attention car elle pourrait provoquer, dans le proche avenir, de fortes tensions, pour ne pas dire des conflits de grande ampleur. Avec des risques d'autant plus forts que les nouvelles technologies confèrent de nouveaux et grands moyens de destruction aux superpuissances de l'hémisphère Nord.

Jean-Paul Pigasse